

Une plainte

□□□□ □□□□, 23 juillet 1933

Est-ce une plainte ou une défense ? Cette déclaration que le Premier ministre a adressée depuis sa villégiature au journal Daily Telegraph, et que la presse égyptienne a diffusée depuis hier, respire tout à la fois l'esprit de la plainte et l'esprit de la défense. En tout état de cause, elle ne sied guère à la position puissante et prestigieuse, au rang élevé et inexpugnable qu'occupe le Premier ministre. Il devait y avoir quelque nécessité pressante qui a contraint le Premier ministre à écrire ces mots, alors même qu'il s'était rendu dans sa villégiature pour se reposer ; cette nécessité est peut-être de nature politique, mais c'est une nécessité, en tout état de cause.

La règle veut que les chefs de gouvernement ne s'abaissent pas à débattre avec les journaux, quels qu'ils soient, ni avec leurs correspondants, quels qu'ils soient. Ils s'entretiennent avec leurs pairs, leurs semblables et leurs égaux — d'autres chefs de gouvernement, des dirigeants de peuples, des guides de l'opinion, des piliers de la vie politique. Lorsque les journaux publient quelque chose qui ne s'accorde pas avec la vérité ou qui n'agrée pas aux chefs de gouvernement, il existe d'autres voies de réponse que celle qu'a empruntée notre Premier ministre : il y a les consignes transmises aux correspondants et aux informateurs des journaux — des communiqués quasi officiels, comme on dit — portant le démenti que l'on souhaite répandre. Il y a les déclarations officielles émanant de l'autorité centrale dans la capitale, ou de la légation ou de l'ambassade dans le pays étranger. Quant au Premier ministre lui-même, il doit être le dernier à prendre la parole ; et s'il lui faut absolument prendre la parole, il ne le fait pas de cette manière directe, mais convoque à lui les journalistes et les gens de radio qui lui demandent ce qui a été dit, et le Premier ministre répond comme il l'entend.

Telles sont — pour autant que nous le sachions et que le public le sache — les traditions auxquelles les chefs de gouvernement s'attachent, afin de préserver le prestige dû à leurs gouvernements, voire à leurs États, et la dignité que les gouvernements et les États doivent maintenir s'ils veulent se tenir au-dessus de telles querelles. Or le correspondant du Daily Telegraph, comme les lecteurs s'en souviendront, a prétendu que le gouvernement en place avait dilapidé son prestige et ébranlé l'opinion publique à son égard. Il est évident que le Premier ministre a voulu

réfuter le correspondant du Daily Telegraph, mais il n'a réussi qu'à lui fournir la preuve manifeste qu'il n'avait pas grandement erré en prétendant que le gouvernement en place n'avait pas gardé son prestige comme il l'eût dû. Ceux qui observent les réactions de Sidqi Pacha aux opinions des milieux politiques à Londres remarqueront peut-être que depuis qu'il est malade il est devenu sensible — d'une sensibilité exquise à ces opinions — que tout l'irrite et que tout le pousse non seulement à parler, mais à agir et à s'agiter dans l'action.

Les lecteurs se rappellent — sans aucun doute — l'histoire de la dépêche télégraphique envoyée à Al-Balagh et publiée par Al-Ahram, qui jeta le gouvernement dans la confusion : le Premier ministre en parla à Londres, puis démentit tout contact ; il en entretint ses collègues confidentiellement et ceux-ci divulguèrent la conversation, qu'il nia aussitôt ; Al-Ahram le défia, et le Premier ministre fut contraint au silence.

Les lecteurs se rappellent cela sans aucun doute, et ils apprécient que la faiblesse à laquelle la maladie a réduit notre Premier ministre soit ce qui doit porter la responsabilité de cette précipitation à parler et à se mouvoir aux moments où le silence et le calme conviendraient mieux. La presse a rapporté que le gouvernement ici n'avait pas plus tôt eu connaissance de la lettre publiée par le Daily Telegraph qu'il lui témoigna un intérêt excessif et se hâta d'en informer le Premier ministre qui se reposait, prenait les eaux et se refaisait une santé ; peut-être lui dépeignit-il l'effet qu'elle produisait dans les esprits ministériels et les milieux gouvernementaux ; peut-être ce tableau était-il mesuré, peut-être était-il exagéré ; en tout état de cause, il alarma le Premier ministre et le contraignit à sortir de son repos et à rompre son silence et sa tranquillité.

Le gouvernement mérite ici quelques reproches pour avoir troublé son chef épuisé et l'avoir arraché au repos et à la quiétude qui lui étaient dus. Le gouvernement mérite ici quelques blâmes car, en se tournant vers son chef, il l'a contraint à fournir au correspondant du Daily Telegraph la preuve manifeste de la faiblesse du gouvernement en l'absence de son chef — sans quoi il ne lui aurait pas exposé ses griefs contre ce correspondant — et de la faiblesse du gouvernement même lorsque son chef participe à ses travaux après sa maladie — sans quoi le Premier ministre ne se serait pas empressé de répondre lui-même au correspondant du Daily Telegraph.

Les amis comme les adversaires de Sidqi Pacha ont le droit d'observer que le gouvernement a fait preuve d'excès envers lui-même lorsqu'il a eu recours à son chef en repos et l'a contraint à cette réponse. S'il l'en avait dispensé et s'était chargé lui-même de la réponse, il aurait pu fort bien faire mieux que ce qu'a dit le Premier ministre — car ses membres résidant en Égypte jouissent, Dieu merci, d'une bonne santé : Dieu leur a accordé les moyens de la vigueur et de l'énergie, de la précision dans l'argumentation et dans la réflexion. Si le gouvernement avait lui-même rédigé cette réponse, il aurait évité — pensons-nous — de devoir invoquer la justice et l'équité.

Un gouvernement fort, fier, indépendant et digne n'a nul besoin de rappeler à un journal étranger — fût-il anglais, fût-il le Daily Telegraph — la justice ni l'équité ; il n'a nul besoin non plus de solliciter d'un journal étranger la compassion et la bienveillance qu'impliquent la justice et l'équité. Ce qu'il lui appartient de faire, c'est de démentir ce qu'affirme le correspondant étranger avec force et résolution, avec fierté et hauteur — la fierté et la hauteur que le Premier ministre lui-même a manifestées dans sa réponse historique à M. MacDonald lorsque ce dernier se permit de s'immiscer dans les affaires de l'Égypte, et que le Premier ministre le renvoya sur ses pas avec sa célèbre réplique historique et le contraignit au silence. Si le gouvernement avait lui-même rédigé cette réponse, il n'aurait pas eu besoin d'affirmer — comme Sidqi Pacha a cru devoir le faire — que l'Égypte est calme et sereine et qu'il est lui-même serein quant à ce calme et à cette tranquillité. Car le fait qu'il se soit préoccupé, malade comme il est, loin comme il est, établi en pays étranger comme il est, de répondre à la lettre d'un correspondant étranger, ne donne guère l'impression qu'il est serein ou l'esprit tranquille.

Si le gouvernement avait lui-même rédigé cette réponse, il aurait longuement réfléchi avant d'évoquer la tranquillité — car un gouvernement qui évoque la tranquillité et la stabilité ne supprime pas les congés des gouverneurs de districts et des chefs de police pendant tout l'été, n'entraîne pas la police à réprimer les manifestations au grand jour, n'assiège pas les maisons ni n'en refoule les visiteurs, ne poste pas des gardes autour de la maison de Nokrachi qui se relaient en factions — une de nuit, une de jour. Et le gouvernement sait pertinemment que l'œil des Anglais est ouvert et voit, et que l'oreille des Anglais est ouverte et entend, et que M. Keane Boyd connaît tout cela de près.

Si le gouvernement avait lui-même rédigé cette réponse, il aurait pris toutes les précautions avant de se vanter de ses mérites dans l'atténuation de la crise et dans le soulagement de la misère des paysans — car il sait, et les Anglais savent avec lui, que nulle misère n'a été soulagée chez les paysans et nul préjudice supprimé ; leurs biens sont saisis, leur bétail vendu, et la faim monte la garde autour d'eux nuit et jour, en tous lieux. Et si le gouvernement avait lui-même rédigé cette réponse, il ne serait pas tombé dans la contradiction où la fatigue et la faiblesse ont acculé le Premier ministre, lorsqu'il a prétendu que son absence et sa présence sont équivalentes et n'ont aucun effet sur la politique égyptienne — ce qui revient à admettre que son maintien au pouvoir est une absurdité, un des arts de l'accaparement du pouvoir pour le pouvoir seul, et rien d'autre. Car si sa présence et son absence sont équivalentes alors même qu'il est malade, pourquoi ne démissionne-t-il pas ? Et si n'importe qui d'autre est capable de gérer les affaires du gouvernement, pourquoi s'impose-t-il cette peine à lui-même et aux gens ? Et si le gouvernement avait lui-même rédigé cette réponse, il n'aurait pas dit ce que le Premier ministre a dit sur le Wafd, ni ne serait allé aussi loin que le Premier ministre dans un excès qui n'invite pas au fou rire mais plutôt à un léger sourire — lorsqu'il a prétendu au Daily Telegraph que les Égyptiens sont unanimes à répudier la gouvernance du Wafd et à refuser tout retour à elle, parce que la gouvernance du Wafd est source de chaos et de désordre. C'est là le genre de propos que l'on peut tenir à la Chine — à ces peuples perdus dans l'obscurité des contrées inconnues de la terre. Mais quant aux Européens qui nous voient et que nous voyons, qui nous lisent et que nous lisons, qui nous rendent visite et que nous visitons — quant aux Anglais qui connaissent nos affaires aussi bien que nous, ou mieux que nous — on ne devrait pas leur tenir de tels propos, à moins que ce ne soit la fatigue qui ait conduit à les prononcer ou l'embarras qui y ait contraint.

Vous voyez donc que le gouvernement a fait preuve d'excès envers lui-même et envers le Premier ministre en l'informant de cette lettre et en se tournant vers lui pour qu'il écarte son malheur et repousse son tort. Excessif envers lui-même et envers le Premier ministre — parce qu'il a épuisé le Premier ministre alors que celui-ci avait besoin de repos ; parce qu'il a choisi pour avocat un homme dont la santé ne lui permet pas en ce moment de se défendre efficacement ; parce qu'il a accordé à cette lettre plus d'attention qu'elle n'en méritait. Quelle est, après tout, la valeur de cette lettre, et quelle est la valeur de son auteur ? Quelle est la valeur du Daily Telegraph ? Et quelle est la valeur de tous les Anglais réunis, tant

que le gouvernement jouit pleinement de la confiance du Parlement et de l'approbation de Sa Majesté le Roi ? L'intérêt que le gouvernement et son chef portent à cette lettre cause bien plus d'agitation dans les esprits que la lettre elle-même n'en pourrait provoquer. Elle pousse les gens à se dire entre eux : si cette lettre ne décelait pas quelque chose, ne trahissait pas un secret, ne visait pas des affaires de conséquence, le gouvernement et son chef n'en auraient pas été si alarmés — et pourquoi les fils du télégraphe et du téléphone entre l'Égypte, l'Angleterre et la France auraient-ils bourdonné à ce point ? Il n'est pas dans l'intérêt du gouvernement que les gens se tiennent de tels propos entre eux. Le véritable intérêt d'un gouvernement est d'accueillir cette lettre et ses semblables avec calme, silence et indifférence. Mais comment le gouvernement pourrait-il trouver tout cela, alors que son chef est malade, et que, malade comme il est, il est loin — à prendre ses vacances dans quelque coin d'Europe ?

J'avoue que je n'ai pas prêté attention à la lettre du Daily Telegraph avant d'apprendre et de constater que le gouvernement lui accordait une attention démesurée et que le Premier ministre en rompait le silence et le repos, déclarant en conclusion qu'il tient l'auteur de la lettre en haute estime, mais est convaincu que son travail est loin d'être animé de bonne foi. Et qui sait ? Peut-être cette mauvaise foi n'est-elle pas la faute du correspondant du Daily Telegraph, mais bien la faute des circonstances politiques qui soutiennent parfois les gouvernements — et s'emballent dans leur soutien — et abandonnent parfois les gouvernements — et s'emballent dans leur abandon. Il serait donc peut-être plus juste et plus équitable que le Premier ministre ne se plaigne pas du correspondant du Daily Telegraph à son journal, mais se plaigne plutôt des circonstances politiques aux circonstances politiques — car ce sont elles qui fluctuent et se transforment ; ce sont elles qui rapprochent du pouvoir et en éloignent ; ce sont elles qui rapprochent le lointain et éloignent le proche ; et ce sont elles qui pourraient bien révéler ce que le correspondant du Daily Telegraph a laissé pressentir, à l'arrivée de l'automne, ou avant que l'automne n'arrive.